

Sous per-fusion ou en fin de vie ?

Le temps s'accélère ! On apprenait mardi que le débat sur la création d'une holding unique de l'audiovisuel public, et ce qui en découlera pour le réseau - la fusion France Bleu/France 3 - aura lieu à l'Assemblée Nationale les 23 et 24 mai.

Le SNJ veut redire ici, comme il le fait dans une Tribune à Libération que ce projet est un affaiblissement, une attaque contre les missions du service public de l'audiovisuel, contre sa mission d'informer. Les journalistes, et au-delà, les salariés du réseau France 3 sont attachés à l'indépendance et à la pluralité des antennes du service public.

La pluralité, une valeur de plus en plus rare dans le réseau régional. Un peu partout, on annonce ces derniers jours, par le biais des services communication ou en IP, la multiplication de JT communs. Les promesses de proximité s'éloignent encore plus. Tous les beaux discours de la direction sur la pseudo-régionalisation des éditions *ici* sont démentis.

Et pour cause, toutes les antennes sont dans le rouge... On apprend que les fameux 60 ETP pour "Tempo" n'étaient pas budgétés en 2023. Comme d'ailleurs le projet de fusion en 2024. Les mono-antennes, comme celles à effectifs réduits, doivent se débrouiller avec ce qu'elles n'ont pas. Plus aucune volonté de la direction du réseau de rééquilibrage entre elles, poussées à regarder dans l'assiette de l'autre.



Comment les salariés vont pouvoir continuer à venir travailler au quotidien sans risques pour leur santé ? Que va faire la toute nouvelle prévention des risques professionnels ? On n'en apprend guère en lisant le document indigent où le terme santé n'est même pas mentionné ! Quel déni !

Décidément, la direction de France 3 a choisi le silence au détriment du dialogue social et d'un échange constructif.

À cet égard, le mépris affiché par cette direction pour les CDD est effarant : reporter une négociation de leurs frais après les JO et feindre de répondre à une saisine de tous les syndicats du réseau est une provocation supplémentaire !

Une mobilisation est nécessaire, et pourquoi pas pendant des JO si chers à nos dirigeants !

Il est temps de changer l'art et la manière d'échanger, car les salariés sont en grand désarroi ou au mieux dans une totale stratégie d'évitement.

Paris, le 17 avril 2024